

les architectes. Traité comme une place couverte, la grande halle centrale abritera l'accueil du public et les parties communes: la restauration, la médiation et le centre de ressources, comportant les fonds documentaires des trois institutions.

«Le projet rendra le parti très symétrique des bâtiments historiques et prend en compte le site global avec le talus et l'escalate de Thiéry qui le borde à l'arrière», explique Adrien Petit, directeur du GIP Cité du théâtre. «Avec Fanny Nieret et Élodie Sobajani, nous avons imaginé une mise en scène

« Nous avons créé un lointain aux bâtiments Garnier, avec, en fond de décor, un rideau végétal. »

Emmanuelle Marie-Trottin et David Trottin, architectes.

théâtrale en créant un lointain aux bâtiments Garnier, avec, en fond de décor, un rideau végétal», décrivent Emmanuelle Marie-Trottin et David Trottin. A l'arrière donc, un bâtiment de 200 m de long sera construit au-dessus du mur de Thiéry, élevé dans les années 1940, en suivant sa ligne brisée et en réinterprétant son identité défensive. Avec une structure majoritairement en bois à l'étude, il sera doté d'une façade sud végétalisée sur des câbles recouverts de feuilles grimpant, dont la production coïncide avec le besoin de protection solaire. Une fois récolté, il participera à la fabrication d'une bière servie sur place.

Au nord, sur la rue du Bastion, la façade sera translucide. Elle répondra aux contraintes de sécurité énoncées par la direction régionale de la police judiciaire de Paris et la cité judiciaire voisine. Une voie logistique intérieure, couvrant le long de l'escalate, des services l'ensemble. «C'est le seul projet de dialogue compatible qui a pu pacifier le site, mettre en valeur l'historique sans l'effacement de nombreux bâtiments», approuve Adrien Petit. «Avec les différences de hauteurs, rien ne paraît monumental et cette dimension progressive permet d'intégrer le bâtiment dans un paysage global», précise le duo d'architectes parisiens. ● Raphaëlle Sans-Pierre



Vue de l'intérieur de l'escalate et des jardins suspendus, sous lequel toute la mécanique de la structure sera cachée.

Paris 48 M€ pour les bailleurs sociaux impactés par le Covid-19

La Ville de Paris vient en soutien de ses trois opérateurs de logement social, confrontés à des pertes de recettes liées à la crise sanitaire. Ergie-Simp estime ainsi l'impact financier du Covid-19 à 11,2 M€, dont 12,8 M€ provenant des exonérations de loyers commerciaux. De son côté, Paris Habitat évalue le manque à gagner «théorique» à 22 M€, tandis que la RIVP le situe entre 20 à 25 M€.

Un plan sur deux ans. Le 8 octobre, les élus parisiens ont adopté un plan de soutien à l'investissement, doté de 48 M€ sur deux ans. «Nous ne voulons pas que la crise sanitaire se traduise par une dégradation de l'état de nos immeubles», indique Jean Broutat, lors de l'examen de la délibération. Cette aide sera liée à la transition écologique et la sécurisation du parc, près de l'adjoint au logement d'Anne Hidalgo. Dans le premier cas, les travaux pourront concerner aussi bien les espaces extérieurs (développement de jardins de pleine terre et d'îlots de fraîcheur, défrichage des cours et des allées, création d'espaces ombragés...) que l'intérieur des logements. Jean Broutat souhaite privilégier les investissements améliorant le confort d'été. Cité sécurisée et tranquille des locataires, il s'agit notamment de renforcer l'isolation des halls d'immeubles, d'installer des digicodes.

Au cours des deux prochains mois, les trois bailleurs sociaux vont établir une liste des projets à réaliser en concertation avec les maîtres d'aménagement. Celle-ci donnera lieu au vote d'une nouvelle délibération en décembre. ● Nathalie Moreau

Grand Paris Ligne 15 ouest: le premier marché notifié fin 2022

Afin de sécuriser les risques, les coûts et les délais, la Société du Grand Paris a choisi de recourir à la conception-réalisation pour la construction des lignes 15 ouest et 15 est du Grand Paris Express, dont la mise en service est prévue à l'horizon 2030. La SGP lancera quatre marchés, soit deux par ligne.

Le premier, qui couvre la partie sud de la ligne 15 ouest, entre les gares Pont-de-Sèvres et La Défense, dans les Hauts-de-Seine, est en cours. Après la publication de l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC), en février dernier, le maître d'ouvrage a envoyé, fin septembre, le dossier de consultation des entreprises (DCE) aux groupements sélectionnés. Ce marché, qui devrait être notifié au troisième trimestre 2022, comprend une tranche ferme pour la conception et la réalisation de quatre gares, d'environ 10 km de tunnels, de 17 ouvrages de service et d'un autre d'entonnement. Il inclut aussi une tranche optionnelle pour la gare de La Défense, composée de 4 km de tunnels de part et d'autre de celle-ci et de six ouvrages de service.

Un deuxième marché a fait l'objet d'un AAPC cet été. Il concerne le tronçon allant de Champigny-Centre (Val-de-Marne) à Bobigny (Seine-Saint-Denis), sur la ligne 15 est. La SGP transmettra le DCE à la fin de l'année. ● N.M.

11 M€

investis pour l'unité de méthanisation en construction à Valence (Drôme), à la station de traitement des eaux.

500 000 m²

de bureaux sont en chantier dans la région lyonnaise, dont les deux tiers sont précommercialisés.

130 M€

fléchés sur deux ans par l'Etat et la région pour la rénovation de petites lignes ferroviaires.

Auvergne-Rhône-Alpes

AIN • ALLIER • ARDÈCHE • CANTAL • DRÔME • HAUTE-LOIRE • HAUTE-SAVOIE • ISÈRE • LOIRE • PUY-DE-DÔME • RHÔNE • SAVOIE

Responsable régionale : **Emmanuelle N'Haux** • Chez Comm'Back, 13, quai du Commerce, 69009 Lyon

Tél. : 04.72.75.77.15 • emmanuelle.nhaux@lemoniteur.fr • @e_nhaux



Le nouveau bâtiment, qui apportera près de 60 % de surfaces nouvelles, se déploiera sur cinq niveaux.

Métropole de Lyon Extension connectée à l'hôpital Lyon Sud

« L'architecture, c'est l'art de sublimer les contraintes », résume Michel Rémon. C'est encore plus vrai pour le projet Bauréals des Hospices civils de Lyon (HCL) à l'hôpital Lyon Sud, site qui cumule les difficultés. De conception ancienne, dispersés sur plusieurs étages, les blocs opératoires de l'établissement ne correspondent plus à l'architecture hospitalière actuelle qui doit concilier, selon Michel Rémon, « fonctionnalité, confort d'usage et où l'efficacité des soins et l'humanité doit venir s'exprimer ».

Un travail d'équipe. Afin de regrouper l'ensemble des activités sur le site Jules-Courmont et rendre à la ville celui, mitoyen, de Sainte-Eugénie, des études de programmation ont été lancées il y a trois ans. Une démarche de lean design a ensuite été conduite par la direction de l'hôpital et le groupe projet, afin d'écrire et d'affiner celui-ci. Elle a associé, pendant dix-huit mois, 180 membres du personnel hospitalier - techniciens,

praticiens, logisticiens - pour mieux prendre en compte leurs attentes. « En partant de leur vécu, nous rendons leur travail plus efficace au quotidien et nous facilitons l'acceptation du projet », note Bruno Cazabat, directeur des affaires techniques des HCL. Le futur bâtiment retenu est aussi passé à la moulinette de 120 personnes qui l'ont analysé pendant deux mois. « Cette méthode est une première en France pour un projet de cette taille », complète-t-il.

Cinq équipes d'architectes ont été admises à concourir. Le projet présenté par Michel Rémon & Associés a fait l'unanimité. « Il répond parfaitement au programme fonctionnel, indique Bruno Cazabat. Avec des blocs opératoires sur deux nappes, en proximité avec la logistique, et une architecture d'une grande visibilité. » Le coût de travaux est, lui, estimé « dans les prix ».

Le grand Lego - près de 60 % de surfaces nouvelles - dessiné par Michel Rémon se veut « plug and care [connecter et soigner, NDLR], telle une énorme clé USB qu'on vient brancher sur l'hôpital existant ». A Lyon Sud, l'architecte se définit comme un motoriste : « Après avoir dessiné le programme de façon très précise, nous nous sommes rendu compte qu'il n'y avait pas besoin d'ajouter un capot. C'est un bâtiment dont les façades parlent d'elles-mêmes. »

Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon La gare de Perrache se tourne vers le sud

Devenant en 2022, la restructuration du centre d'échanges de la gare de Lyon-Perrache qui englobe l'A7 à l'est de la ville, amène. Un nouveau profil voyageurs ouvrant la gare au sud a été annoncé. L'accroissement latéral possible a été anticipé, via une couverture croisée du côté de la place des Archères et un cheminement en pente douce le long du mur de soutènement des voies. Des liaisons plus directes et sécurisées sont associées avec le parking souterrain, le tramway et un dépôt-motricité pour tous du côté de la place des Archères. Charpente métallique, accèdes en verre pourvue de brise-soleil en bois, escalier en pierre calcaire confèrent une fluidité à cette nouvelle entrée qui débouche sur un grand parvis place des Archères. Ces travaux 125 M€ ont été financés par Gares & Connexions, l'Etat, la région et la métropole de Lyon. L'ambition de la SNCF est de doubler la fréquentation de la gare, en la portant à 200 000 voyageurs à horizon 2030.

Prolongement du tram. La multimodalité de cette plateforme va être renforcée. La ligne de tramway T2 sera prolongée au printemps 2023 jusqu'à Confluence, avec une nouvelle zone de retournement des tramways au sud de l'îlot de régulation. La route avant sera réservée à la circulation des cyclistes et des piétons. Mille places de stationnement vélo supplémentaires seront créées, dont la moitié sécurisées. Dernière nouveauté de ce lifting, les escaliers métalliques extérieurs, qualifiés de « Galbrink » par les Lyonnais, qui permettront d'accéder au pôle d'échanges, seront destinées pour donner un visage plus hospitalier à ce portique monumental qui sera réhabilité.

L'ensemble des travaux, évalué à 43 M€, est principalement financé par la Métropole de Lyon et le Sytral. ● V.C.

« Nous avons optimisé au maximum les modules, puis les avons placés selon les flux », complète Marie-Claude Richard, directrice de projet. Il a néanmoins fallu composer avec des complications relatives au raccordement à un bâtiment existant et à l'exiguïté du site desservi par le métro en 2023.

Éliminer l'effet « sous-marin ». Le logiciel Revit a été utilisé sur l'opération afin de réaliser une maquette 3D incluant les différentes fonctions. Cette « composition organique peut être lue comme une planche d'anatomie, comme un écorché », observe Michel Rémon. Avec 28 salles opératoires, 40 places en ambulatoire, 45 lits de soins critiques, une trentaine de courte durée, le projet se déploie sur cinq niveaux : en sous-sol, la logistique ; au rez-de-chaussée, les urgences avec un bloc opératoire ouvert 24 h/24 h ; au-dessus, les vestiaires, des salles de réunion et de restauration dédiées aux blocs ; au quatrième niveau, la réanimation ; enfin, les blocs opératoires. Toutes les chambres de réanimation donnent sur l'extérieur, aucune sur le patio intérieur, conçu comme une colonne de lumière qui élimine l'effet « sous-marin » propre à certains services hospitaliers.

« Nous n'avons encore jamais fait aussi compliqué », certifie Michel Rémon. A la suite de la phase d'avant-projet sommaire qui se déroule actuellement, la consultation des entreprises aura lieu fin 2021-début 2022. La livraison se fera en plusieurs étapes : d'abord, l'accueil des urgences fin 2022, puis l'extension, qui permettra ensuite la réhabilitation des locaux existants. La plupart des équipements devraient être livrés fin 2024-début 2025, après quarante mois de travaux. Charge à Alain Marguerit d'aménager les espaces extérieurs, en réfléchissant à reconfigurer le site dans son ensemble pour être plus en relation avec la ville et la nouvelle station de métro. Un parking silo pour les usagers sera construit ainsi qu'un hôtel hospitalier pour héberger les patients en ambulatoire et les familles. ● Vincent Charbonnier

► **Maîtrise d'ouvrage :** HCL. **Maîtrise d'œuvre :** Michel Rémon & Associés (architecte mandataire), VK Architects Engineers (architectes associés). **BET :** OTE, Otélio (HQE), Antea (désamiantage), Icade Santé (conseil hospitalier et logistique), Alain Marguerit (urbaniste-paysagiste), Ariane Signalétique, AVLS (acousticien), GBA&Co (économiste). **Surface :** 26 633 m² SDO. **Coût :** 84 M€ TDC.

De la maquette numérique à la réalité augmentée

« Les HCL sont engagés depuis longtemps dans le numérique. Tous nos projets sont conçus en BIM », souligne Bruno Cazabat, directeur des affaires techniques. Une première maquette numérique a été réalisée en 2015 dans le cadre du projet de modernisation du pavillon H de l'hôpital Edouard-Herriot, également attribué à Michel Rémon. « Pour un bâtiment technique comme Bauréals où il y a beaucoup de fluides, ça permet d'aboutir à une synthèse qui ne laisse pas de place à l'incertitude et de s'assurer que tous les corps d'état la partagent. On gagne du temps et en efficacité pour l'exploitation future », estime Bruno Cazabat. Un diagnostic auquel souscrit l'atelier d'architecture parisien. Aujourd'hui, les HCL vont même plus loin et travaillent à l'utilisation de la réalité augmentée pour les opérations de maintenance.

Chambéry Le parking Ravet étêté

Sujet à de nombreuses controverses, le chantier du parking Ravet a été arrêté et est par la nouvelle municipalité chambérienne afin d'évaluer les possibilités d'évolution, soit réduire la hauteur de l'édifice de 6 mètres en supprimant deux étages sur six, soit réaliser l'ouvrage d'un niveau de 3 mètres en créant un toit terrasse.

Quatre étages déjà construits. Situé à proximité immédiate du centre-ville, l'équipement, d'une capacité initiale de 480 places de stationnement, est inclus dans un projet global de mobilité coordié le 1^{er} septembre 2017 par la précédente municipalité à la société Q-Park. Quatre des six étages prévus sont sortis de terre depuis le début des travaux fin 2019. Les aléas et les cheminement entre le futur parking et le centre urbain sont également soumis à concertation, car la mise en service du parking devrait conduire à une hausse de 10% de la circulation automobile dans le secteur.

Les élus chambériens prendront une décision au regard des éléments de la concertation qui a pris fin le 12 octobre, mais aussi des observations écrites reçues avec Q-Park. ● Claude Thomé



Un Ehpad de 154 places sera construit sur le site.

Banyuls-sur-Mer Le centre héliomarin se refait une santé

Il ne restera bientôt plus trace des bâtiments d'origine du centre héliomarin de Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales). Une fois les services de soins de suite transférés à l'hôpital de Perpignan, l'Union sanitaire et sociale Aude-Pyrénées va entamer cet automne un vaste chantier sur ce site de 3,7 ha pour y créer un pôle médico-social. Au programme : la réinstallation de la maison d'accueil spécialisée (MAS) de 58 lits dans un bâtiment neuf et la construction d'un Ehpad de 154 places regroupant deux maisons de retraite et des locaux logistiques.

Vues sur l'horizon marin. « Nous avons conservé la volumétrie des terrasses viticoles alentour et travaillé sur le thème du pli afin qu'architecture, fonctionnalité et lieu de vie s'intègrent au mieux dans cet environnement exceptionnel de bord de mer », explique la cheffe de projet Clotilde Juvé, de l'agence d'architectes Séquences. Posé sur un socle en gabions dissimulant le parking du personnel et les locaux techniques, le bâti s'inspire des maisons locales avec ses toitures traditionnelles et son béton calepiné aux teintes ocre. Le projet suit les courbes topographiques du paysage pour mieux s'y fondre. « Nous avons trouvé des astuces dans la morphologie du bâtiment pour que chaque occupant puisse bénéficier d'une vue sur l'horizon marin », ajoute Clotilde Juvé.

Le phasage, quant à lui, a dû tenir compte de l'impact des démolitions sur un site encore occupé par des personnes lourdement handicapées, de contraintes environnementales fortes mais aussi de l'avancement des démarches de modification du PPRI. Et pour permettre la construction sur un terrain en partie inondable, la Ville a engagé des aménagements hydrauliques préalables, avec pour pièce maîtresse la création d'un grand chenal d'évacuation des eaux pluviales. ● Florence Jaroniak

➔ **Maitrise d'ouvrage:** Union sanitaire et sociale Aude-Pyrénées.

Maitrise d'œuvre: Séquences (architecte mandataire) associé à Fontaine Malvy/Emma Blanc Paysage. BET : WSP, Behi, Groupe Gamba, Gamma Conception, LS Ingénierie. **Surface:** 12500 m² SP.

Fin des travaux: août 2022 pour la reconstruction de la MAS, octobre 2024 pour l'Ehpad. **Coût des travaux:** 28,4 M€ HT.

Hérault Lunel modernise sa Step

La Ville de Lunel (Hérault) va engager plus de 10 M€ de travaux pour moderniser sa station d'épuration (Step) afin qu'elle soit en adéquation avec une population estimée à 42000 équivalents habitant en 2040. L'entreprise montpelliéraine SA Sources doit démarrer le chantier début 2025. Les élus se font un an de réflexion pour valider une tranche optionnelle qui consisterait à réaliser un traitement bactériologique par désinfection UV.

Alpes-de-Haute-Provence Les gendarmeries prêtes à faire une concession

Propriétaire de 21 gendarmeries qu'il loue à l'État, le département des Alpes-de-Haute-Provence envisage de recourir à un contrat de concession pour les moderniser et les agrandir. D'une durée de trente ans, il comprendrait la gestion de ce parc par des organismes professionnels dédiés. Le montant des travaux est estimé à 6 M€. Le département table sur un droit d'entrée plancher de 9 M€ et une redevance annuelle d'occupation du domaine public.

Région Paca Engagement durable

Les collectivités destinées de s'engager dans la transition écologique peuvent compter sur l'aide de la région Paca, de la Dreal et de l'agence régionale pour la biodiversité et l'environnement (Arbel).

Il leur suffit de se porter candidates à la troisième édition du label « Territoire durable – One COP d'avance » en s'inscrivant avant le 20 novembre.

➔ www.territoires-durables-paca.org/label « label régional »

Var L'architecture à bicyclette

En avril 2025, le département du Var devrait inaugurer la première des huit boucles du parcours littoral d'architecture contemporaine. Le but est d'inviter les cyclistes à découvrir les bâtiments publics ou privés réalisés par Le Corbusier, Jean Prouvé, Bernard Pasquier ou Robert Mallet-Stevens. Il s'inscrit dans le parcours cyclable du littoral dont la collectivité doit encore réaliser 27 des 120 km. Les boucles pourront aussi être réalisées entre elles à vélo, en bus, en train ou en bateau.

Mouvements

Pascal Prigent Président de l'AR-HELM Paca-Corse

Le président du directeur de l'ESH Logis familial varois (groupe SOI Vies Habitat) succède à Bernard Olive, qui ne s'est pas représenté après vingt ans passés à la tête de l'association. AR-HELM Paca-Corse regroupe 30 organismes HELM employant 6000 salariés. La région Paca et la Corse comptent plus de 300000 logements sociaux locatifs sociaux.

Anthony Perrino Président de la FWTP de Corse-du-Sud

Il succède à son père, François Perrino, à la tête de la fédération durant dix-huit ans.